



Le Baromètre 2025 des agricultures africaines

La chaîne de valeur laitière

Sommaire

Éditorial	/2
Production	/4
Échanges commerciaux	/6
Consommation et disponibilité	/8
Investissements	/10
Politiques publiques	/12
Enjeux futurs	/14
Conclusions	/16
Méthodologie	/17
À propos	/18

Éditorial

Face aux bouleversements climatiques, géopolitiques et économiques qui fragilisent les systèmes alimentaires mondiaux, la souveraineté laitière en Afrique s'impose comme un enjeu stratégique majeur. Le lait, produit essentiel à la nutrition et à la vitalité des territoires, met en évidence différentes thématiques : **dépendance aux importations**, potentiel de **production locale** et aspirations à une **autonomie agroalimentaire**.

Ce baromètre, fruit d'un partenariat entre la Fondation FARM, la PAFO et Afdi, propose une lecture claire, documentée et accessible des dynamiques de production, de consommation, de commerce, d'investissement et de politiques publiques dans les pays africains. Il s'appuie sur des données robustes et des analyses croisées pour éclairer les choix des décideurs, des organisations paysannes et des acteurs économiques.

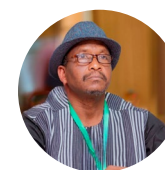
Les constats sont sans appel : **malgré une demande croissante, la production locale de lait peine à suivre**, freinée par des infrastructures insuffisantes, une faible valorisation des produits locaux et une concurrence des poudres

importées. Avec des dispositifs adaptés, les producteurs familiaux pourraient être les piliers d'une filière à même de nourrir durablement les populations, créer des emplois et renforcer les économies rurales.

La souveraineté laitière ne peut se construire sans une action publique cohérente, des investissements responsables et une coopération internationale fondée sur des échanges justes et réciproques. Elle suppose aussi de reconnaître pleinement le rôle des femmes, des coopératives et des organisations de producteurs dans la transformation et la structuration des filières.

Ce baromètre est un outil d'aide à la décision, mais aussi un appel à l'engagement. Il invite à investir dans les filières agricoles et animales, à valoriser les savoir-faire locaux et à bâtir des politiques commerciales et alimentaires cohérentes pour un développement équilibré des territoires et des populations.

Ensemble, faisons du lait **un levier de souveraineté, de justice sociale et de prospérité pour le continent africain.**



Ibrahima **COULIBALY**,
agriculteur au Mali et
Président de la PAFO



Pascal **LHEUREUX**,
agriculteur en France et
Président de la Fondation
FARM

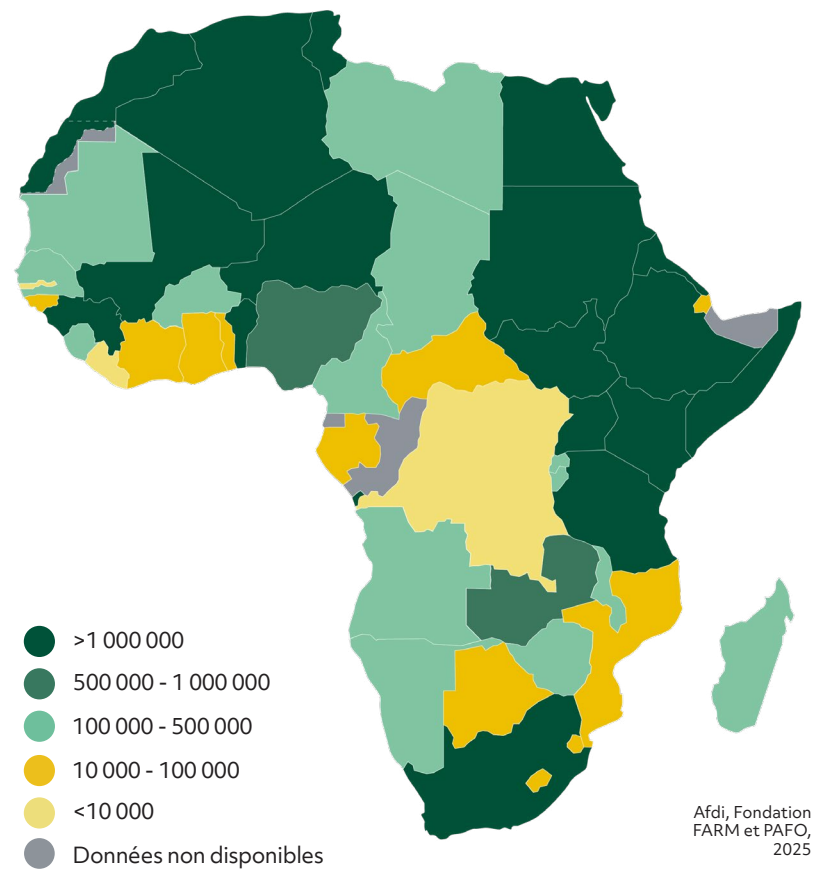


Sophie **FONQUERNIE**,
agricultrice en France et
Présidente d'Afdi

Production

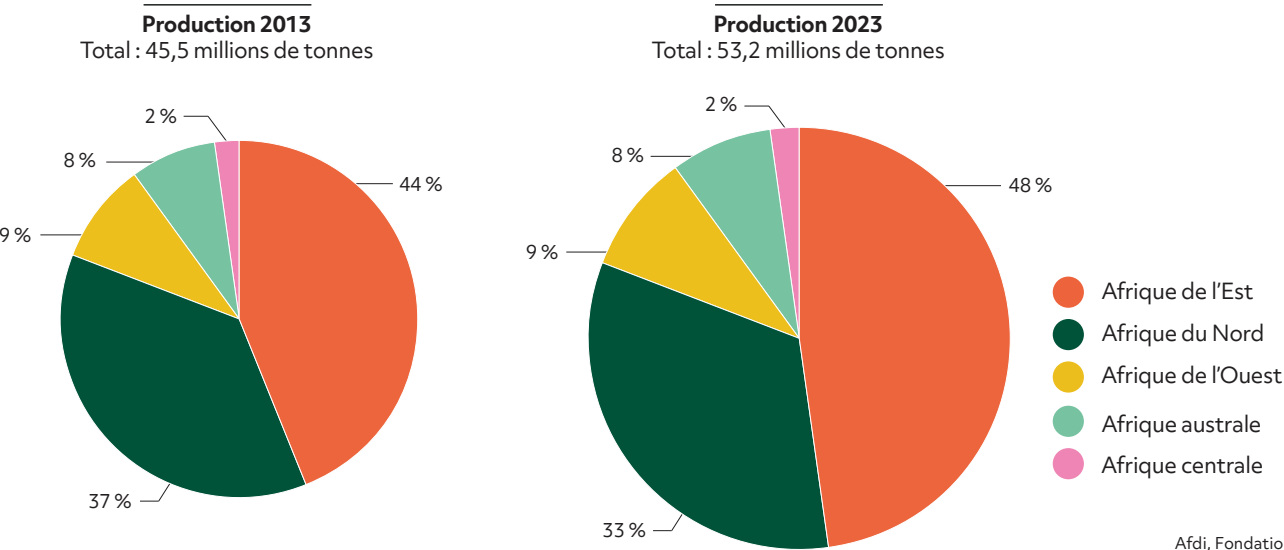
L'offre africaine de lait a récemment connu une croissance importante : entre 2013 et 2023, elle a progressé de 17 %, passant de 45,5 à 53,2 millions de tonnes. Cette production présente la particularité d'être issue d'une grande variété d'espèces.

Production laitière par pays africain
Jokkoo d'après FAOSTAT, 2023, en tonnes



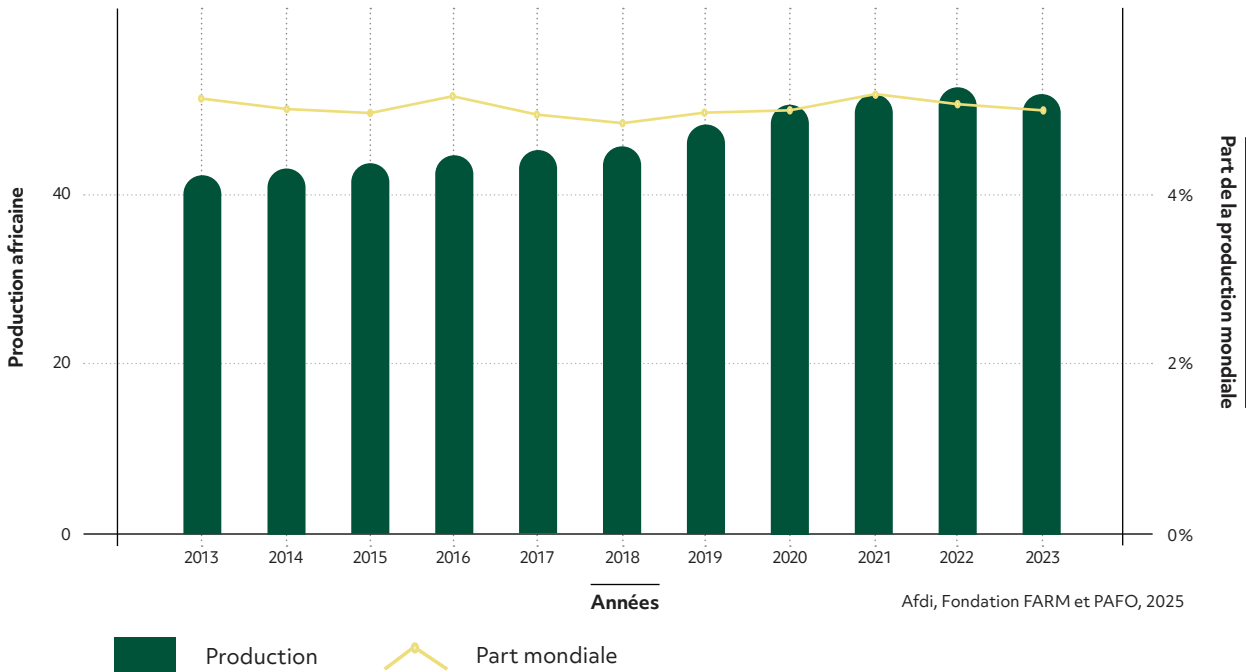
Production laitière par sous-région africaine

Jokkoo d'après FAOSTAT, 2013-2023, en pourcentage de la production africaine



Évolution de la production laitière africaine

Jokkoo d'après FAOSTAT, 2013-2023, en millions de tonnes et en pourcentage



Si le lait de vache domine la production laitière africaine (79 % en 2023), les autres laits (chèvre, chamelle, brebis, bufflonne) représentent 21 % de la production totale, témoignant de systèmes laitiers diversifiés.

Malgré une croissance de 17 % entre 2013 et 2023, l'Afrique reste un acteur mineur de l'économie internationale du lait et représente 5 % de la production mondiale en 2023. Cette part est restée stable depuis 10 ans, malgré des augmentations des volumes continuentaux, en raison de la croissance rapide de la production mondiale (22 % entre 2013 et 2023).

À l'échelle continentale, les niveaux de production varient considérablement entre pays et régions. En 2023, les États africains qui produisent le plus de lait, toutes espèces confondues, sont l'Égypte, le Kenya, l'Éthiopie, le Soudan, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Soudan du Sud et l'Algérie. Ces huit pays représentent 67 % de la production laitière africaine, illustrant une forte concentration géographique.

L'Afrique de l'Est domine largement la production avec 25,4 millions de tonnes en 2023 (48 % de la production continentale) et affiche la croissance la plus importante (26 % entre 2013 et 2023). L'Afrique du Nord, deuxième région productrice (33 %), présente une croissance plus modérée de 4 %, tandis que l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, bien que représentant des volumes plus modestes (respectivement 9 % et 2 % de la production africaine), enregistrent des taux de croissance remarquables de 28 % et 29 % sur la décennie. Enfin, l'Afrique australe produit 8 % de la production continentale et connaît un taux de croissance de 14 % sur la dernière décennie.

La croissance générale de la production africaine répond à une augmentation rapide de la demande, alimentée par une croissance démographique soutenue : la population africaine est passée de 1,15 milliard en 2013 à 1,48 milliard en 2023, soit un taux de croissance de 28 %. D'après les prévisions de l'ONU, l'Afrique comptera près de 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, soit 25 % de la population mondiale, une

proportion qui pourrait atteindre les 40 % d'ici 2100.

Ces données ne doivent pas faire oublier que la production laitière africaine est difficile à estimer avec précision. Une part substantielle est autoconsommée par les familles d'éleveurs (plus de 80 % de la production en Afrique de l'Ouest, par exemple) ou vendue via des circuits informels, ce qui rend difficile les estimations statistiques.

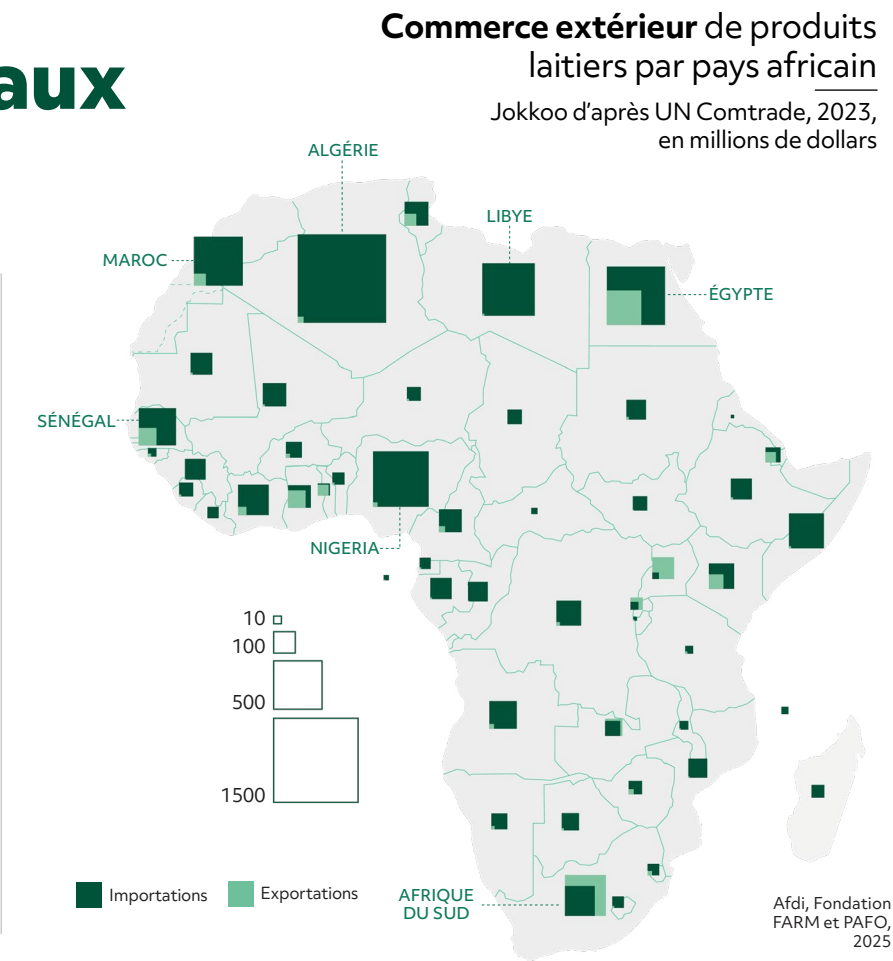
L'élevage laitier en Afrique du Nord, victime du changement climatique

L'inflation qui a touché les principaux facteurs de production du lait, combinée à des sécheresses récurrentes, a mis en exergue les fragilités des filières laitières en Afrique du Nord. Cette situation a conduit à des baisses de cheptel et de production. Au Maroc, par exemple, la production laitière a baissé de 20 % entre 2020 et 2022.

Sources principales : FAOSTAT, UN Comtrade, Nations Unies – département population, International Dairy Federation, FARM.

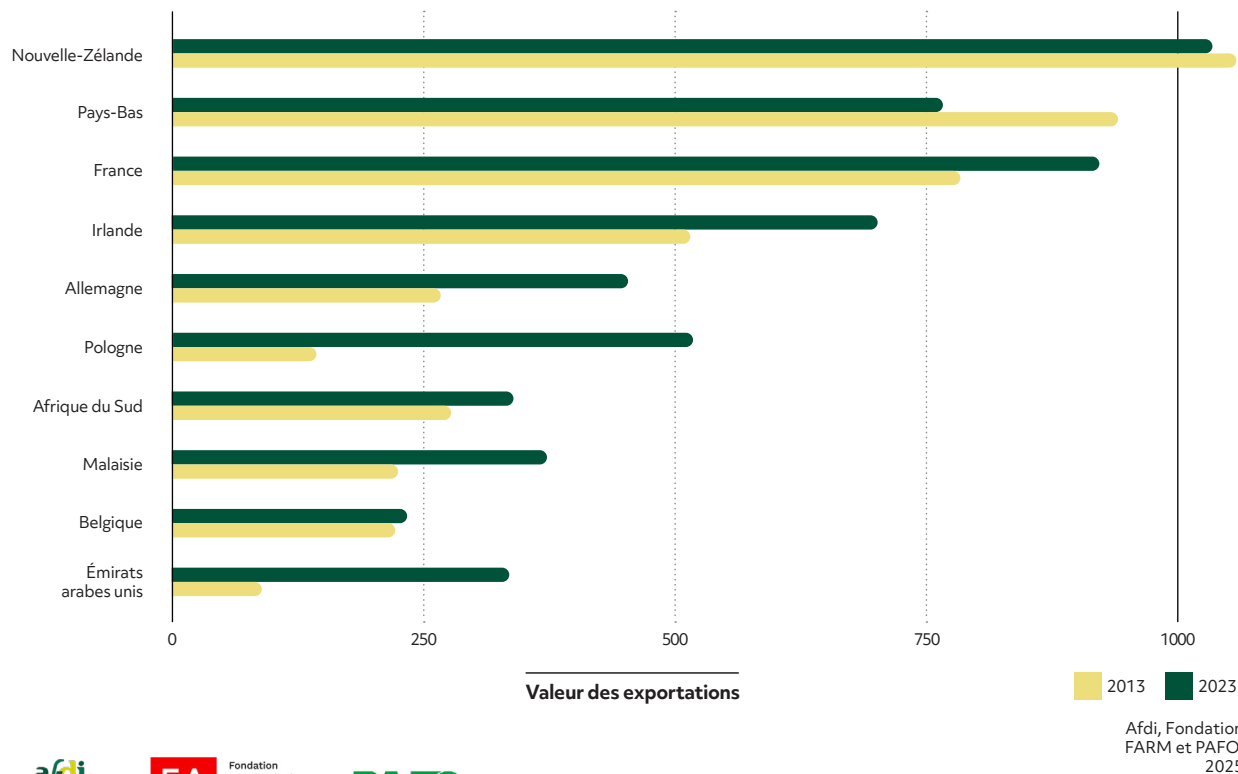
Échanges commerciaux

L'Afrique présente un déficit commercial considérable dans le secteur des produits laitiers. En 2023, le continent a importé 7,5 milliards de dollars de produits laitiers, contre seulement 1,1 milliard de dollars d'exportations, générant un déficit commercial de 6,4 milliards de dollars.



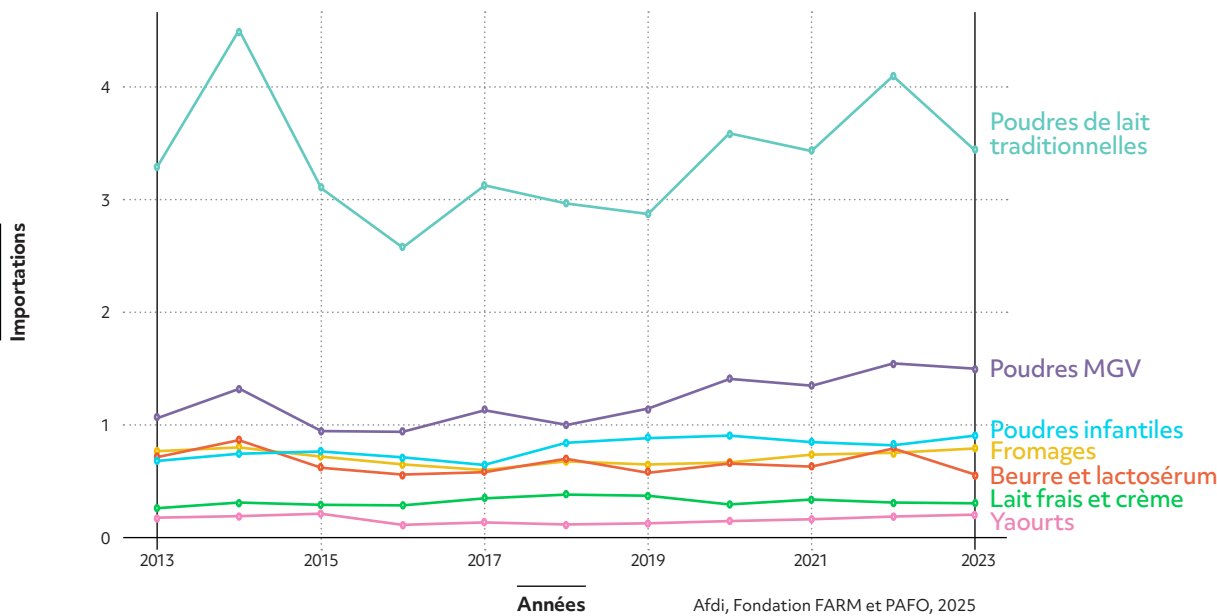
Principaux pays fournisseurs de produits laitiers en Afrique

Jokkoo d'après UN Comtrade, 2013 et 2023, en millions de dollars



Évolution des importations africaines de produits laitiers entre 2013 et 2023

Jokkoo d'après UN Comtrade, 2013, 2018 et 2023, en milliards de dollars



Six pays représentent, à eux seuls, 57 % des importations continentales. L'Algérie domine largement (22 % du total continental), suivie par l'Égypte (10 %), le Nigéria (9 %), la Libye (8 %), le Maroc (6,5 %) et le Sénégal (5 %).

Les poudres de lait entières et écrémées sont le premier poste d'importation avec 3,4 milliards de dollars en 2023, mais leur croissance reste modérée (+4,5 %, en valeur, entre 2013 et 2023). Cette relative stabilité contraste avec la forte croissance des importations de poudres ré-enrichies en matière grasse végétale (MGV), en progression de 41 % depuis 2013, et dont deux tiers sont à destination de l'Afrique de l'Ouest. Les importations de poudres infantiles affichent également une croissance soutenue (+33,5 %). Elles sont principalement importées par l'Afrique du Nord (46 % des importations), suivi de l'Afrique de l'Ouest (22 %) et de l'Afrique de l'Est (17 %). Au total, les produits secs (poudres de lait, poudres MGV et poudres infantiles) représentent 76 % des importations africaines en 2023.

La Nouvelle-Zélande est le premier fournisseur de produits laitiers en Afrique, avec plus de 1 milliard de dollars d'exportations. Toutefois, les pays de l'Union européenne restent globalement des partenaires privilégiés sur le marché laitier africain. Cette présence s'appuie à la fois sur des liens historiques, notamment avec la France, et sur une montée en puissance de nouveaux acteurs, comme l'Irlande (+ 36 % en valeur en 10 ans) et surtout la Pologne (+264 %), qui sont des fournisseurs importants de poudres MGV. De nouveaux fournisseurs stratégiques font néanmoins évoluer les équilibres historiques. La Malaisie (372 millions de dollars d'exportation, + 66,0 % en 10 ans) s'impose comme un acteur majeur sur le segment des poudres MGV et les Émirats arabes unis voient leurs exportations exploser vers l'Afrique (+277 % en 10 ans), pour atteindre 333 millions de dollars en 2023.

Concernant les exportations, le continent africain reste un acteur marginal. L'Afrique du Sud domine largement les exportations

continentales avec 355 millions de dollars (33 % du total), bénéficiant de capacités de production de poudre de lait. L'Égypte se positionne en deuxième exportateur (23 %), avec une offre orientée vers les fromages. Les échanges de produits laitiers intra-africains demeurent embryonnaires et dépendants d'une industrialisation du secteur de la transformation.

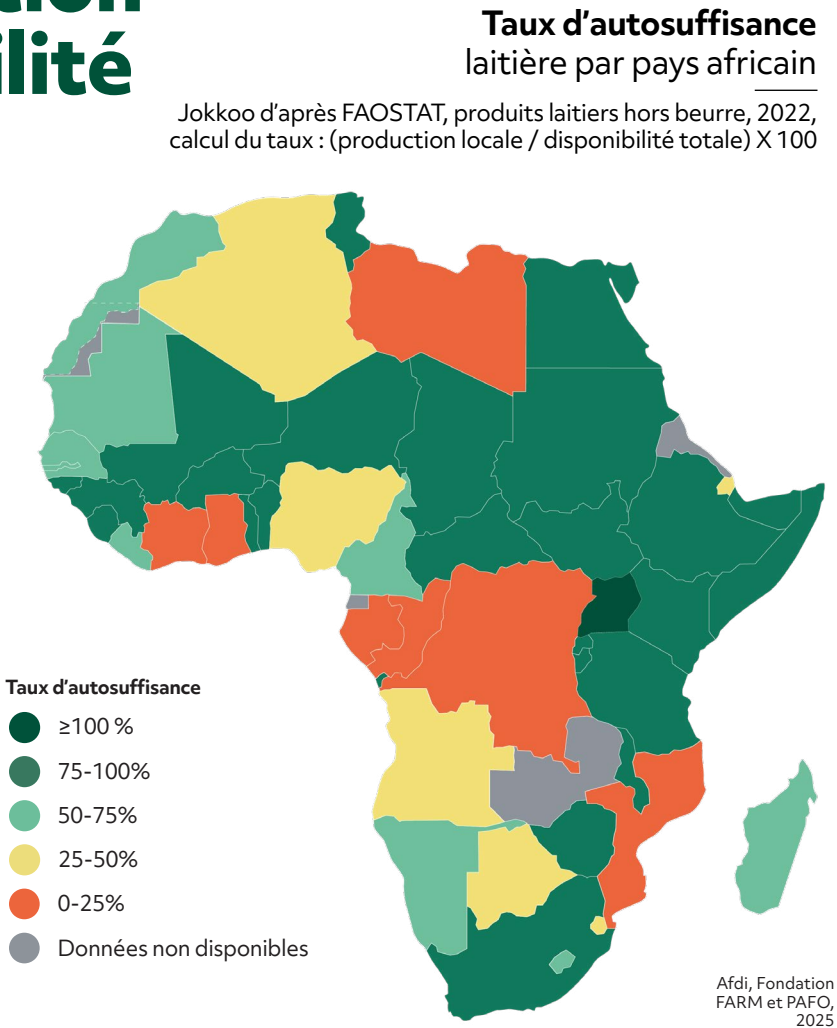
Les Émirats arabes unis, un hub d'exportation

La montée en puissance des exportations laitières des Émirats arabes unis vers l'Afrique est liée à la croissance des réexportations émiraties de poudres de lait entières, multipliées par 11 entre 2013 et 2023. Ce produit est principalement importé de Nouvelle-Zélande avant d'être renvoyé vers le Moyen-Orient et l'Afrique.

Sources principales : UN Comtrade, Trade Map, INRAE, CIRAD.

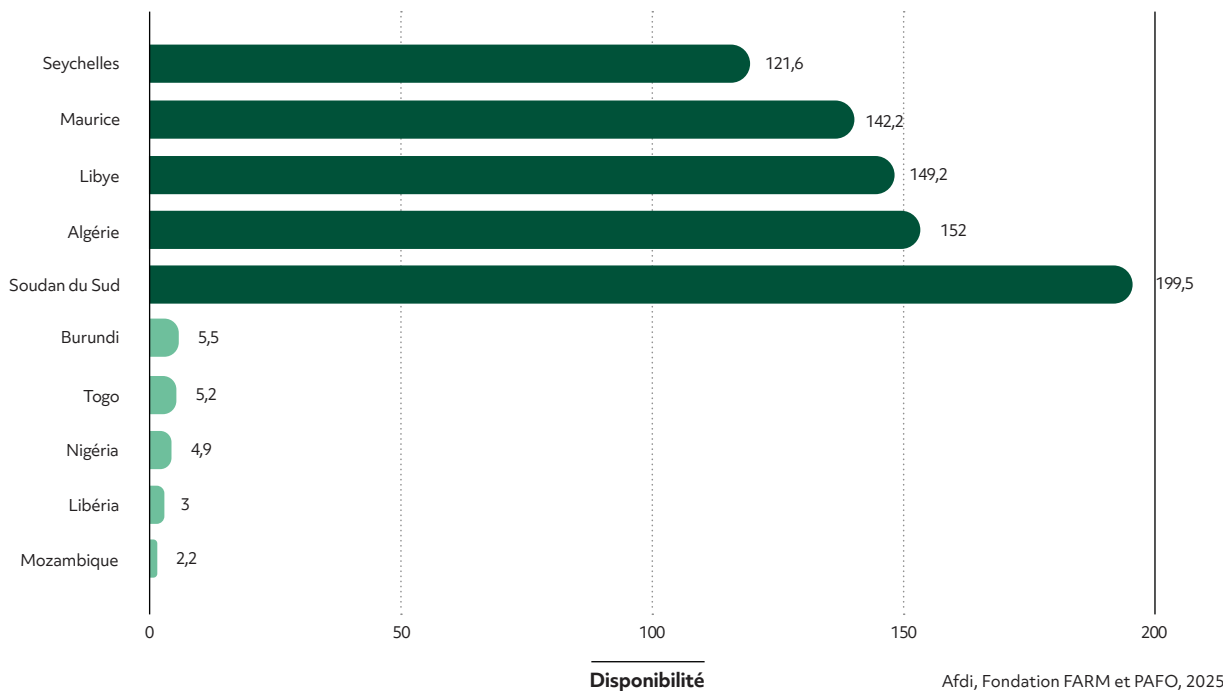
Consommation et disponibilité

En 2022, la disponibilité moyenne en lait sur le continent africain était de 45,6 kg par habitant et par an, soit un niveau inférieur aux recommandations de l'OMS en matière de consommation individuelle (70 à 90 kg/hab/an), et loin de la moyenne mondiale, qui s'établit à 118 kg/hab/an.



Les principaux pays africains à forte et à faible disponibilité laitière par habitant

Jokkoo d'après FAOSTAT, 2022, en kg par habitant et par an



L'Égypte, l'Algérie, le Kenya, le Soudan et l'Éthiopie concentrent, à eux seuls 48 % des volumes de lait disponibles (production et importations) sur le continent alors qu'ils représentent un peu plus de 26 % de sa population. Les taux d'autosuffisance (part de la production nationale dans la consommation) sont très variables entre pays africains, allant d'une situation de quasi-autonomie en Éthiopie (99 %), à une très forte dépendance aux importations en République Démocratique du Congo (2 % d'autosuffisance). Globalement, l'Afrique présente un taux d'autosuffisance laitière continental de 80 % en 2022 (pour comparaison, il est de 115 % dans l'Union européenne la même année). Ce taux se dégrade légèrement depuis 2012, où il était de 82 %, alors que les importations progressent plus rapidement que la production locale au cours de la décennie.

Cette situation générale cache de fortes disparités. L'Afrique de l'Est se distingue en particulier par son niveau d'autonomie, avec un

taux d'autosuffisance régional de 99,5 %, s'appuyant sur une forte concentration de pays autosuffisants (Éthiopie, Soudan du Sud, Burundi, Malawi, Kenya) et abritant le seul pays présentant une production nationale excédentaire, l'Ouganda (108 %). L'Afrique australe (80 %), l'Afrique du Nord (67 %) et l'Afrique de l'Ouest (68 %) maintiennent des niveaux d'autosuffisance régionale plus faibles, avec de fortes variations selon les pays. L'Afrique centrale se distingue par une plus forte dépendance aux importations avec 53 % d'autosuffisance régionale.

La dépendance aux importations rend les consommateurs africains particulièrement vulnérables à la volatilité des cours mondiaux et aux ruptures des chaînes d'approvisionnement. La crise économique liée à la pandémie de COVID-19 a montré l'impact direct de ces chocs sur le pouvoir d'achat des populations, en particulier urbaines, qui sont les premières consommatrices de produits importés. Alors que l'indice FAO des prix des produits laitiers pour les poudres de lait a connu une

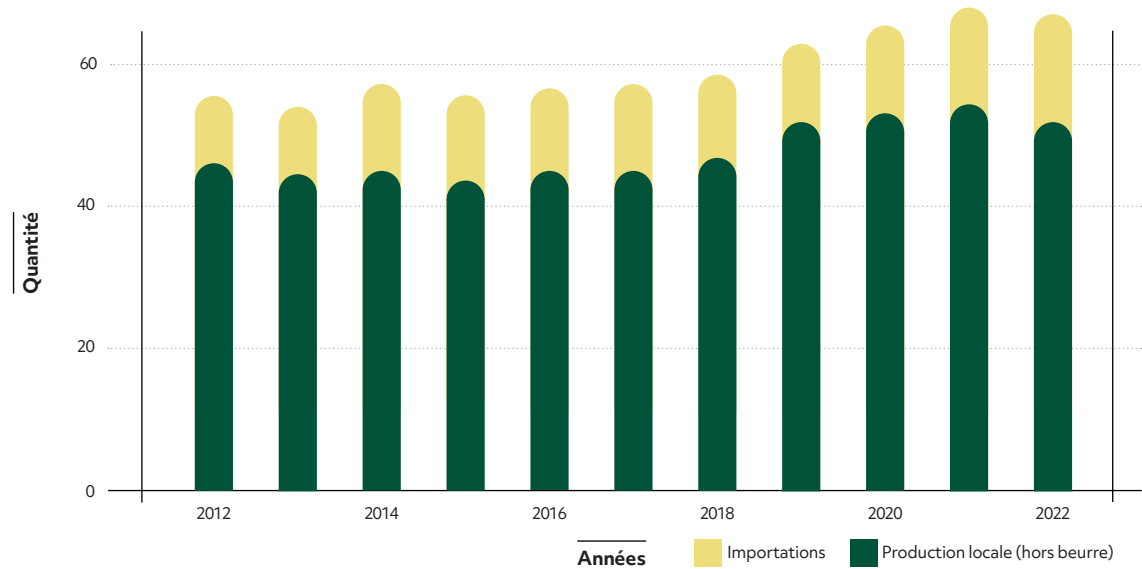
augmentation de plus de 20 % au début des années 2020, l'autonomie laitière est devenue un objectif des principaux pays consommateurs et dépendants des importations (Algérie, Nigeria, Sénégal...).

L'Ouganda, un pays devenu exportateur

L'industrie ougandaise a connu une croissance remarquable au cours de la dernière décennie, progressant à un rythme moyen de 5 à 7 % par an. La filière laitière fait l'objet d'une planification gouvernementale qui met l'accent sur l'investissement dans l'agro-industrialisation depuis 2015. Devenu exportateur, en particulier de poudre de lait, l'Ouganda vise en priorité les marchés africains et initie en 2025 ses premiers exports intra-africains vers l'Algérie, pour 500 millions de dollars – soit plus d'un tiers de la valeur de poudre de lait importée en 2024 par l'Algérie.

Évolution de la disponibilité laitière africaine : production locale et importations

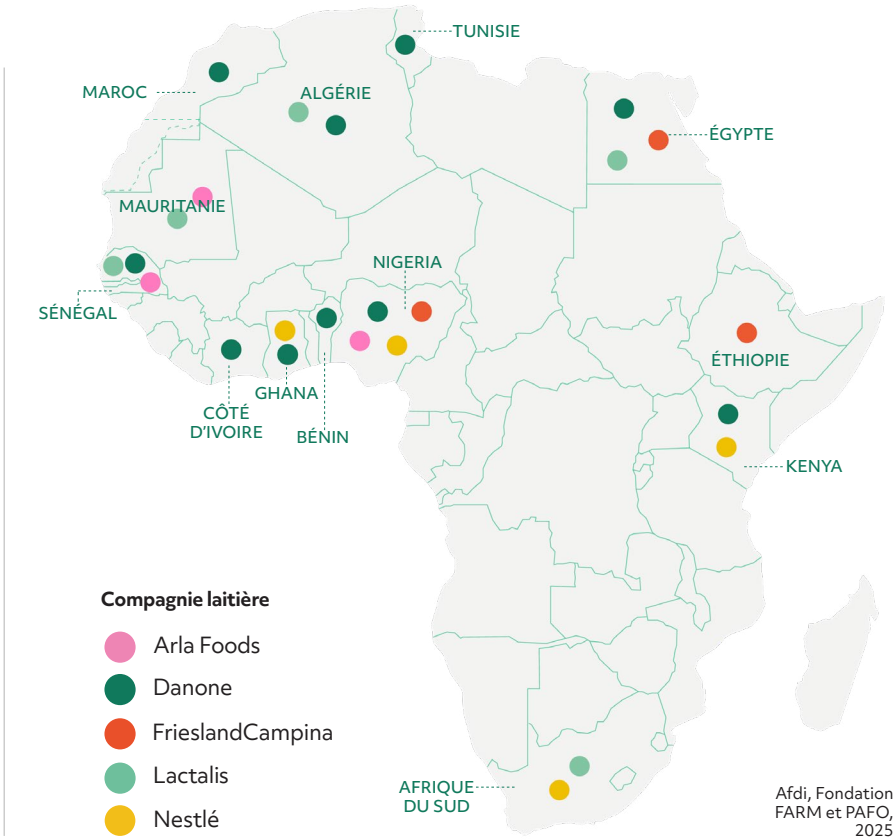
Jokkoo d'après FAOSTAT, 2012-2022, en millions de tonnes



Investissements

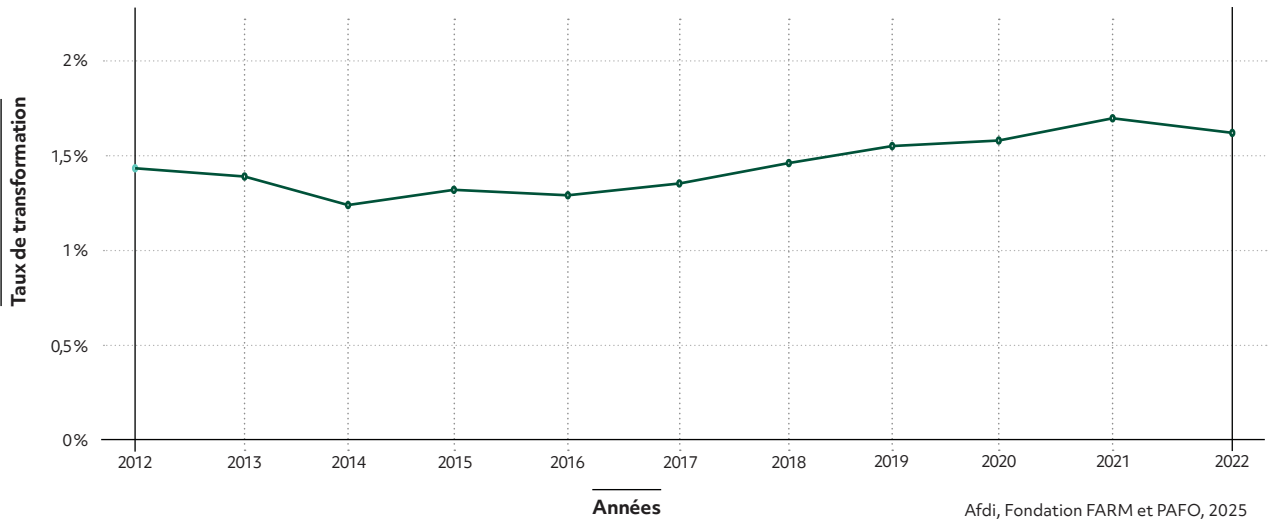
Face à la croissance de la demande de produits laitiers en Afrique, le développement industriel de la filière devient un enjeu stratégique qui repose en partie sur les investissements des multinationales du secteur.

Implantations en Afrique des entreprises laitières figurant parmi les dix plus importantes au monde
Jokkoo d'après recherches documentaires, 2024



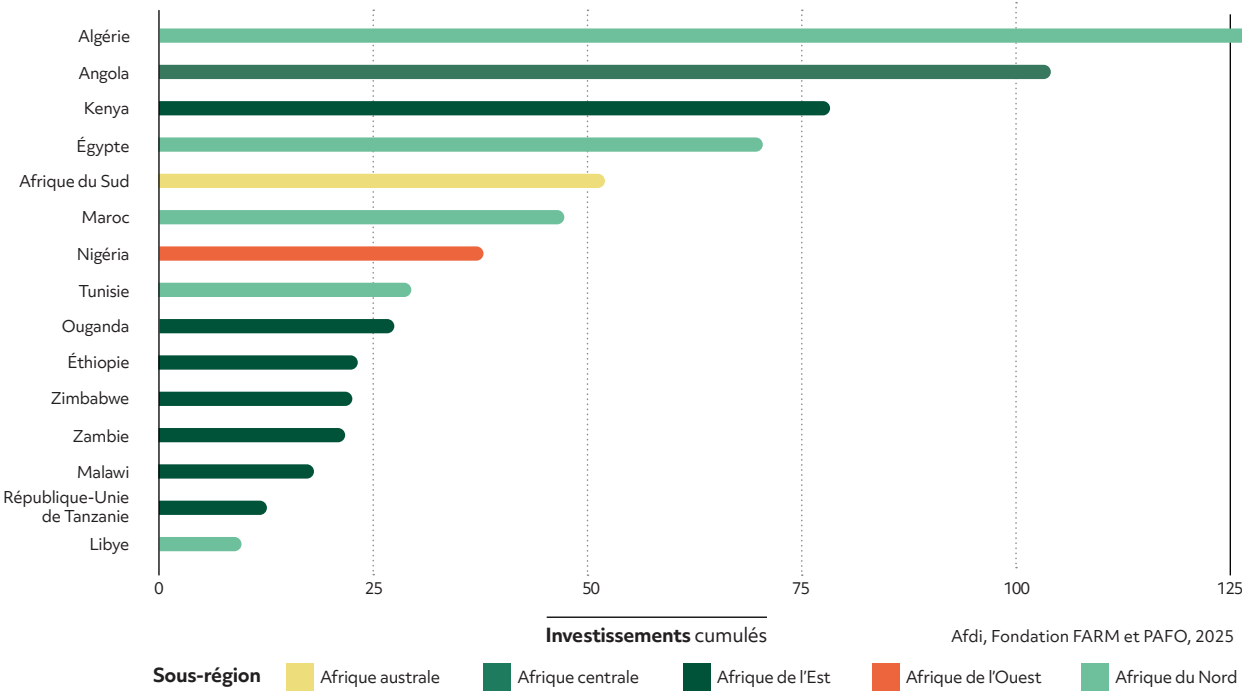
Taux de transformation des produits laitiers en Afrique

Jokkoo d'après FAOSTAT, 2022, pourcentage des poudres de lait, des fromages et des yaourts dans la production totale



Les 15 premiers pays africains importateurs d'équipements de laiterie

Jokkoo d'après UN Comtrade (SH 843420), montants cumulés 2013-2023, en millions de dollars



L'analyse des investissements étrangers révèle une prédominance européenne. Parmi les 20 plus grandes entreprises laitières mondiales, Danone, Lactalis, Nestlé, FrieslandCampina et Arla Foods dominent nettement les implantations sur le continent. Parallèlement à ces grandes entreprises, il est important de rappeler que de nombreuses PME africaines, de type artisanal ou semi-industriel, parfois appelées mini-laiteries, sont des investisseurs historiques dans la transformation du lait local en zone périurbaine.

Afin de mesurer les efforts d'investissement dans le secteur, l'analyse des importations d'équipements de laiterie peut s'avérer pertinente. Elle révèle de fortes disparités géographiques. L'Afrique du Nord importe 38 % du total continental entre 2013 et 2023, suivie de l'Afrique de l'Est (29 %). L'Afrique centrale représente 16 % de ces importations, tandis que l'Afrique de l'Ouest (9 %) et l'Afrique

australe (7 %) sont en retrait. Les cinq premiers pays importateurs (Algérie, Angola, Kenya, Égypte et Afrique du Sud) captent, à eux seuls, 57 % des importations africaines.

Ces acquisitions d'équipements ne se traduisent pas nécessairement par une hausse de la transformation. En 2022, seulement 1,6 % de la production laitière africaine a été transformée en produits dérivés, tels que la poudre, le fromage et le yaourt, un chiffre qui est resté constant depuis 2012.

La proportion de produits transformés cache une autre réalité : ces derniers ne sont pas forcément issus de lait local. En Afrique de l'Ouest, les unités industrielles transforment essentiellement du lait en poudre (parfois ré-engraissé en graisse végétale), maintenant une dépendance aux importations. Côté exportations, seuls quelques pays, comme l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Ouganda et le Rwanda ont développé des capacités de

production de poudre de lait à partir de lait cru, condition nécessaire de l'émergence de capacités d'exportation significatives.

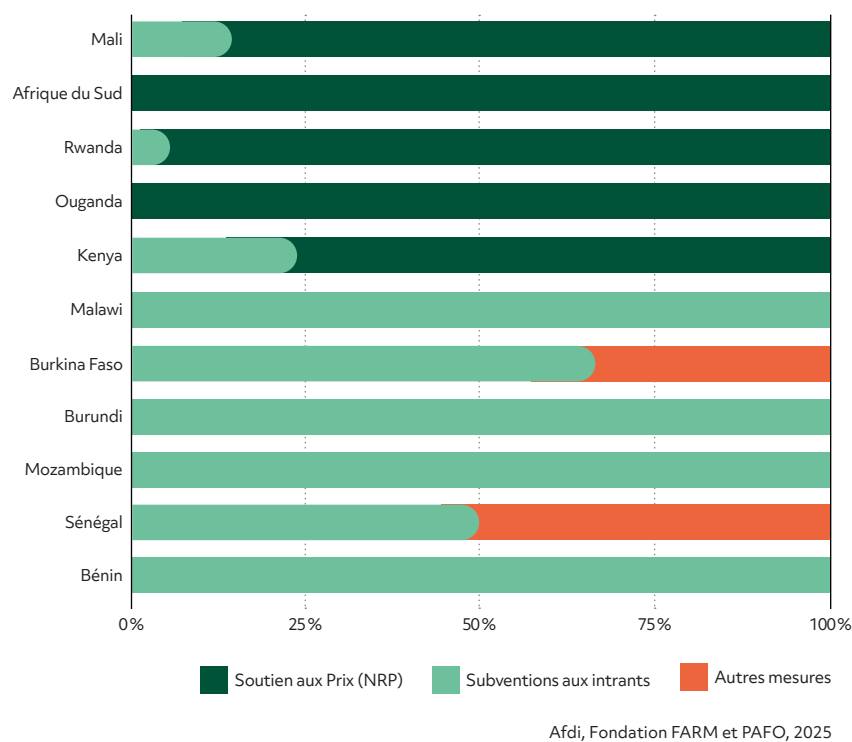
Rwanda : une forte dynamique d'investissement dans le secteur laitier

Le Rwanda connaît un développement de sa production de lait sous l'impulsion d'un programme nommé «Girinka» (« Fournir une vache laitière aux ménages à faibles revenus ») depuis 2006. Le pays a ainsi atteint une production record de 1 million de tonnes de lait en 2023. La volonté nationale de produire de la poudre de lait s'est également traduite par la construction d'une usine en mesure de produire quotidiennement 41 tonnes de poudre en 2024.

Politiques publiques

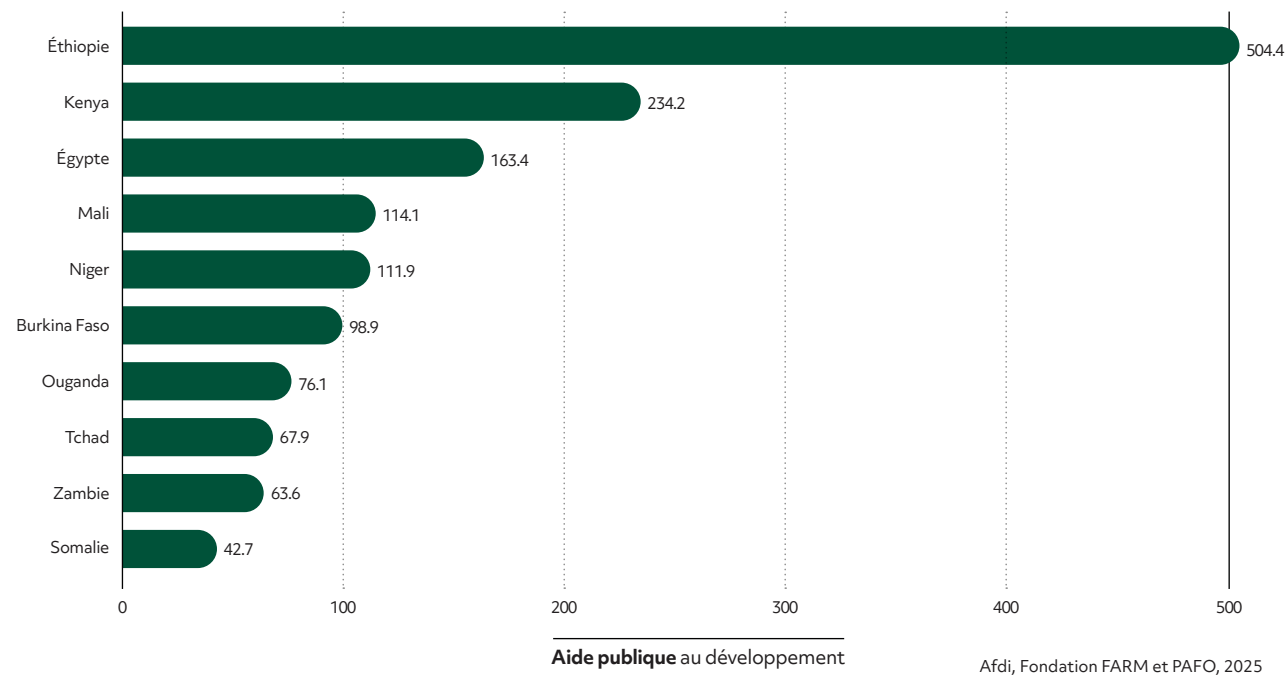
L'analyse des politiques laitières africaines révèle une dichotomie entre des stratégies interventionnistes visant la souveraineté alimentaire et des approches privilégiant la commercialisation dans les chaînes de valeur mondiales.

Types de soutiens publics au secteur laitier dans 11 pays africains
Jokkoo d'après AgIncentives, 2023



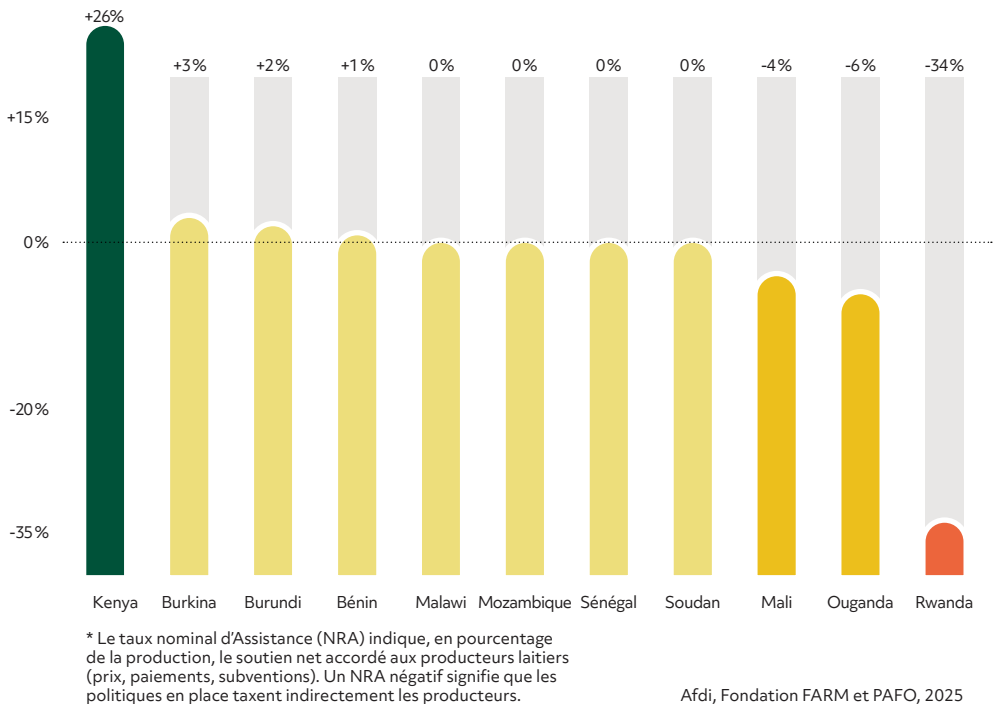
Les 10 premiers pays africains bénéficiaires de l'aide publique au développement au secteur de l'élevage

Jokkoo d'après OCDE-CAD, 2013-2023, en millions de dollars



Niveaux de soutiens publics au secteur laitier dans 11 pays africains

Jokkoo et Fondation FARM d'après AgIncentives, 2023, taux nominal d'assistance*



Deuxième importateur mondial de lait en poudre derrière la Chine, l'Algérie alloue des subventions importantes aux éleveurs et commercialise du lait à prix réglementé, illustrant une approche interventionniste. Cette stratégie s'accompagne d'importations de génisses et d'investissements dans des structures laitières en milieu désertique. L'Afrique de l'Ouest s'inscrit également dans cette logique interventionniste avec son «Offensive régionale pour le lait local», visant à doubler la production à 10 milliards de litres d'ici 2030.

À l'inverse, des pays comme l'Ouganda ou l'Afrique du Sud privilégient la compétitivité. L'Afrique du Sud investit dans l'export tout en limitant les barrières aux importations de poudre, qui sont utilisées pour fabriquer des produits finis destinés au marché continental.

Enfin, un pays comme le Kenya illustre l'existence d'une voie intermédiaire avec sa feuille de route, la « Dairy Industry Sustainability Roadmap 2023-2032 » qui affiche un objectif de doublement de la

production d'ici 2030, pour atteindre 12 milliards de litres. L'État kényan adopte un rôle de facilitateur, investissant dans les infrastructures de refroidissement et la certification qualité, tout en encourageant les partenariats publics-privés.

L'analyse des soutiens publics de 11 pays permet de supposer que ces différents types de politiques correspondent aussi à des subventions spécifiques : les pays interventionnistes (Bénin, Burundi et Malawi) semblent privilégier les subventions aux facteurs de production, tandis que les économies plus ouvertes (Afrique du Sud, Rwanda, Ouganda) se concentrent exclusivement sur le soutien aux prix et aux mécanismes de marché.

En outre, de nombreuses politiques publiques dépendent partiellement de financements internationaux pour l'élevage. Dans ce domaine, l'Éthiopie est le premier bénéficiaire d'aide publique au développement avec 504 millions de dollars perçus entre 2013 et 2023, soit 28 % de l'aide totale au secteur de l'élevage pour le continent.

De tels financements pourraient toutefois diminuer, considérant la tendance forte au désengagement des bailleurs internationaux.

Éthiopie : la stratégie laitière du géant africain de l'élevage

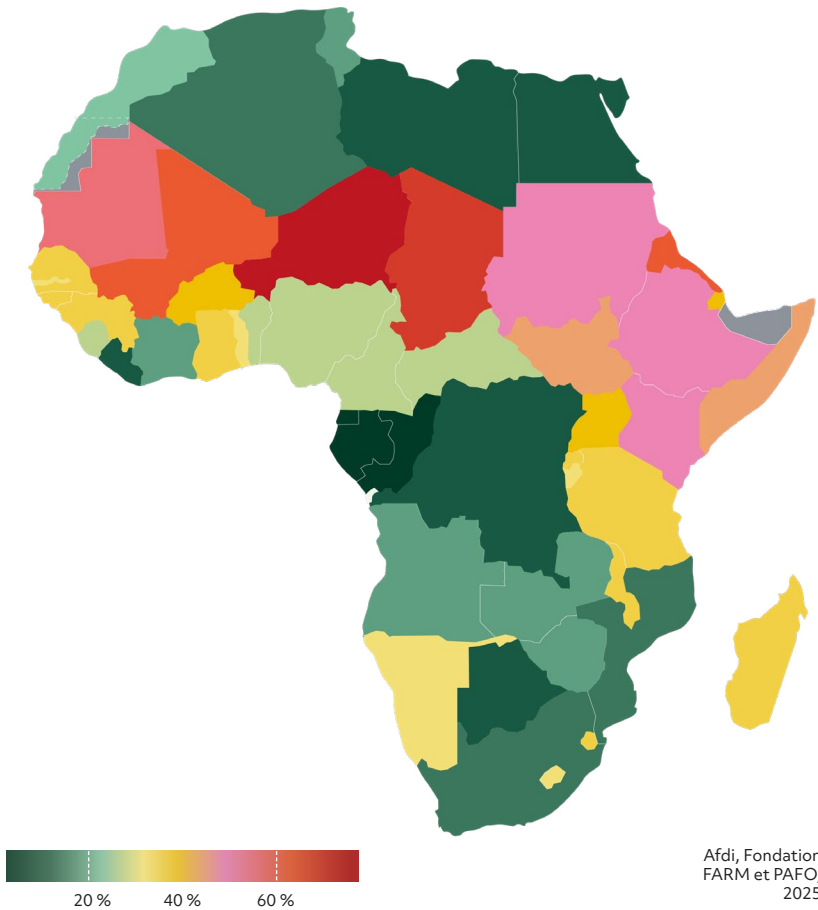
L'Éthiopie possède le plus grand cheptel bovin du continent africain (70 millions de têtes), mais une productivité laitière de seulement 1,5 litre par vache et par jour. Dans ce contexte, l'État a conçu une Stratégie nationale 2022-2031 qui vise à quadrupler la production en 10 ans. Cette approche publique combine amélioration génétique, intensification de la production fourragère, renforcement sanitaire et structuration des chaînes de valeur. Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement mise notamment sur les partenariats publics-privés et les centres de collecte.

Enjeux futurs

Le continent africain fait face à des effets importants du changement climatique, avec un réchauffement qui pourrait approcher les 4°C d'ici la fin du 21e siècle. Cette évolution climatique constitue le principal facteur de transformation des systèmes d'élevage, imposant une reconfiguration profonde des modes de production laitière alors que la demande est croissante.

Part de l'élevage dans les émissions de gaz à effet de serre des pays africains

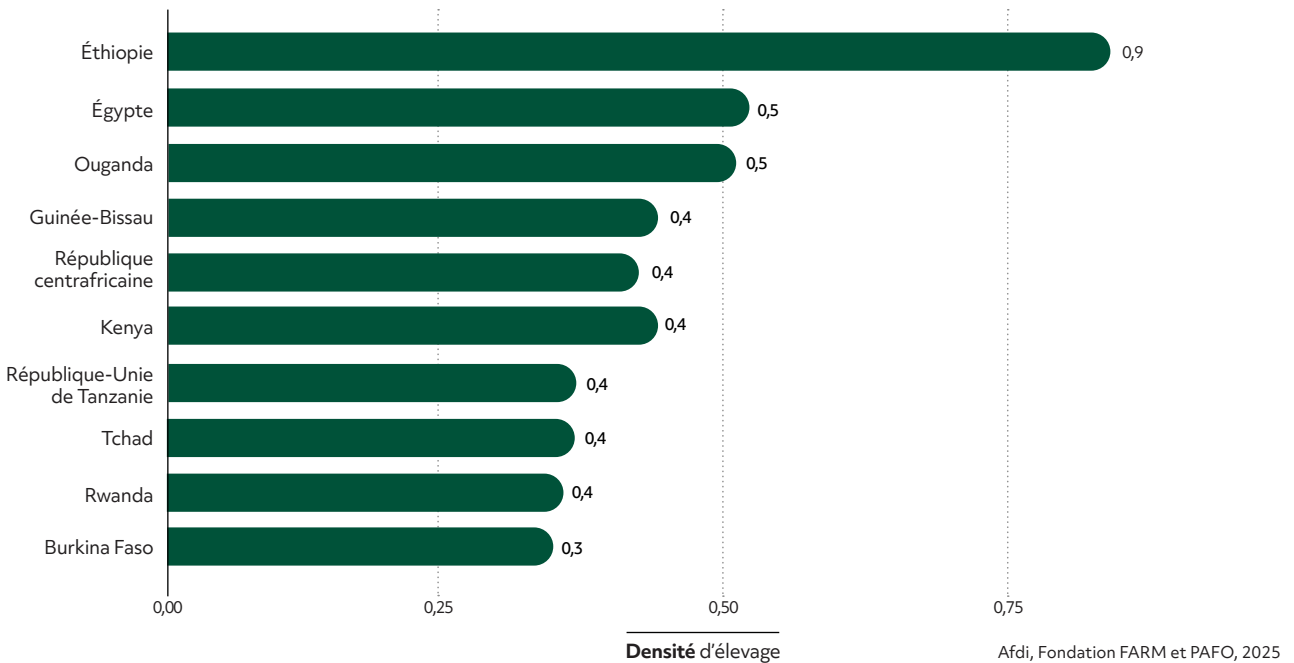
Jokkoo d'après FAOSTAT, 2022, en pourcentage des émissions nationales (équivalent CO2)



À l'échelle mondiale, l'Afrique abrite 20 % du cheptel bovin, mais ne produit que 5 % du lait.

Les 10 pays africains présentant la plus grande densité d'élevage

Jokkoo d'après FAOSTAT, 2022, pression des animaux sur les terres agricoles en Unité de Gros Bétail par hectare (UGB/ha)



L'impact du changement climatique sur la performance des troupeaux se traduit par une diminution mesurable de la production : la sécheresse 2020-2023 au Kenya a, par exemple, provoqué la mort de 2,6 millions d'animaux d'élevage, entraînant une chute drastique de la disponibilité en lait dans les zones pastorales.

Alors que l'Afrique ne génère que 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, l'élevage continental représente 17 % des émissions africaines en équivalent CO₂ (contre 8 % mondialement). Cette situation place le secteur devant un double défi : s'adapter aux impacts climatiques tout en contribuant aux objectifs d'atténuation.

La convergence des pressions climatiques et foncières affecte profondément les pratiques d'élevage africaines. Dans la zone soudano-sahélienne, les surfaces cultivées ont doublé en quarante ans, atteignant 25 % de la surface totale et réduisant mécaniquement

les corridors de transhumance traditionnels. Ces dynamiques alimentent les conflits, et plus de 15 000 décès liés aux violences agriculteurs-éleveurs ont été enregistrés en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale depuis 2010 avec une accélération notable depuis 2018.

Le développement des chaînes de valeur laitières se heurte à des contraintes infrastructurelles majeures. L'absence d'accès à l'électricité pour plus de 600 millions d'Africains compromet, en particulier, l'établissement de chaînes du froid efficaces, indispensables à la valorisation du lait.

La modernisation du secteur laitier soulève également des questions d'équité sociale cruciales. Les femmes, qui représentent 50 % de la main-d'œuvre agricole subsaharienne, occupent une position centrale dans la transformation traditionnelle

du lait. Leur inclusion dans les processus de modernisation des chaînes de valeur laitières déterminera aussi l'acceptabilité sociale d'une transition vers des systèmes de production plus intensifs.

2026, Année internationale du pastoralisme et des pâturages

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2026 « Année internationale du pastoralisme et des pâturages ». Cette résolution, portée par 60 États membres, reconnaît la contribution des systèmes pastoraux à la durabilité environnementale mondiale, alors que la dégradation des écosystèmes et l'imprévisibilité climatique croissante menacent leur viabilité économique.

Conclusions

L'Afrique, qui abrite une large part du cheptel mondial, demeure en marge de l'économie laitière internationale et très peu intégrée au niveau continental. Cette situation révèle un potentiel considérable, encore insuffisamment exploité. Il est cependant capital d'accompagner le développement de ces filières, notamment dans la perspective du doublement de la population du continent d'ici 2050. L'important déficit d'infrastructures adaptées, et en particulier la défaillance des axes routiers ou de la fourniture en électricité, entrave directement les capacités de collecte et de transformation du lait.

La construction d'un secteur laitier africain résilient et productif repose aussi et surtout sur la capacité des acteurs à s'organiser collectivement. Les organisations de producteurs ont un rôle central vis-à-vis des enjeux opérationnels vécus quotidiennement par les acteurs des maillons de la chaîne de valeur. Le renforcement de leur capacité de représentation est essentiel pour garantir leur pleine implication dans les stratégies de développement des filières. Cette participation est une condition sine qua non pour élaborer des réponses collectives pertinentes face aux grands défis du secteur : accès des consommateurs à des produits laitiers de qualité, renforcement du commerce intra-africain et promotion des pratiques agroécologiques dans l'élevage.

Les enjeux transversaux, tels que l'adaptation au changement climatique, le renforcement des jeunes et des femmes dans les filières ou la résolution des conflits fonciers nécessitent une approche systémique, fondée sur la participation active des organisations

paysannes et des acteurs économiques. Les données mises en valeur dans ce baromètre montrent que l'avenir de la chaîne de valeur laitière africaine dépendra largement de la capacité à mobiliser toutes les énergies locales, continentales et internationales au service d'un développement territorial inclusif et durable. L'articulation entre développement économique, inclusion sociale et durabilité environnementale exige que les politiques publiques, les partenariats internationaux en matière d'aide au développement et les stratégies d'investissement soient guidés par une gouvernance inclusive, privilégiant le dialogue interprofessionnel.

Cet avenir dépendra également de la capacité à mobiliser des investissements privés, aux côtés des politiques publiques et des partenariats internationaux. Ces investissements peuvent jouer un rôle catalyseur dans le renforcement des infrastructures, le développement de solutions technologiques adaptées, et la structuration des filières. Pour être pleinement efficaces, ils doivent s'inscrire dans une logique de co-construction avec les acteurs locaux, en soutenant des modèles économiques inclusifs et durables.

Face à la croissance démographique et à l'urbanisation rapide attendues en Afrique, le dialogue multi-acteurs apparaît comme la voie la plus crédible pour transformer le défi laitier en véritable levier de développement, en cohérence avec les Objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Méthodologie

Périmètre géographique

L'analyse couvre 54 pays africains selon la classification géographique officielle des Nations Unies (norme M49), organisés en cinq sous-régions :

- **Afrique du Nord** (6 pays) : Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Soudan, Tunisie.
- **Afrique de l'Est** (18 pays) : Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.
- **Afrique centrale** (9 pays) : Angola, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Sao Tomé-et-Principe.
- **Afrique australe** (5 pays) : Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud, Eswatini.
- **Afrique de l'Ouest** (16 pays) : Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

Limites méthodologiques

L'analyse présente plusieurs contraintes importantes. La production informelle, estimée par exemple à plus de 80 % en Afrique de l'Ouest, échappe aux mesures officielles, sous-estimant la production réelle. Les délais de publication des statistiques internationales créent un décalage temporel, avec des données 2023 parfois incomplètes. Des données ne sont parfois pas disponibles (production : 52 pays sur 54, disponibilité : 53 sur 54).

Sources de données

Le baromètre s'appuie sur les bases de données principales suivantes : FAOSTAT (production, consommation et bilans alimentaires), UN COMTRADE, AgIncentives et la base de données sectorielles organisée par les auteurs sur les investissements des multinationales laitières. Les sources utilisées pour élaborer les analyses sont indiquées en fin de chapitres.

Principaux choix méthodologiques

- **Commerce international** : une stratégie hybride combine données déclarées et données miroir. Les données déclarées (flux rapportés directement par chaque pays) sont privilégiées lorsqu'elles sont cohérentes avec les données miroir (déclarées par les partenaires commerciaux). En cas d'écart supérieur à 300 %, les données miroir sont retenues pour corriger les défaillances statistiques nationales.
- **Disponibilité alimentaire** : le calcul suit la méthodologie FAO (Disponibilité = Production + Importations – Exportations). Les taux d'autosuffisance sont calculés comme le rapport entre la production nationale et la disponibilité totale. Les données excluent le beurre pour éviter les doubles comptages dans les bilans laitiers.
- **Transformation industrielle** : le taux de transformation rapporte les volumes de produits élaborés (poudres, fromages, yaourts) au volume total de production.

À propos

AFDI

Agriculteurs français et développement international est une association de solidarité internationale créée par les organisations professionnelles agricoles françaises. Elle soutient les agriculteurs familiaux pour qu'ils vivent dignement de leur métier et assurent la durabilité des exploitations. Présente dans 19 pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes orientales, Afdi travaille avec les organisations paysannes partenaires et sensibilise les professionnels agricoles français, en particulier les jeunes, à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

FARM

Depuis 20 ans, la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM), reconnue d'utilité publique, agit pour promouvoir des agricultures durables dans le monde et en particulier dans les pays du Sud. À travers ses études, ses partenariats et ses actions de sensibilisation, FARM éclaire les parties prenantes, publiques et privées, sur les voies à emprunter pour un développement agricole équilibré entre enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

PAFO

L'Organisation Panafricaine des Agriculteurs (PAFO) est la voix unifiée de plus de 80 millions de paysans africains, portée par cinq grands réseaux régionaux et 80 organisations nationales présents dans 50 pays du continent. Fondée en 2010 sous l'égide de l'Union Africaine, la PAFO représente les intérêts des organisations paysannes à l'échelle continentale, défendant une agriculture inclusive, durable et centrée sur les producteurs. Elle rassemble coopératives, fédérations et associations pour renforcer le rôle des agriculteurs dans les politiques agricoles africaines.

Retrouvez les autres publications et travaux de FARM, Afdi et PAFO :

- « Renforcement des filières laitières africaines : l'appui attendu de la coopération publique-privée » - 2025 - Afdi, FARM, CIRAD
- « L'élevage durable, levier potentiel du partenariat entre l'UE et l'Afrique du Nord » - 2024 - FARM
- « Importations des mélanges de poudres de lait enrichis en graisses végétales en Afrique de l'Ouest et pistes pour renforcer la durabilité du système laitier international » - 2024 - Afdi
- « Explorer le potentiel des organisations paysannes pour l'agroécologie : opportunités et défis » - 2023 - PAFO
- « Interdépendance des filières laitières ouest-africaine et française : pistes de réflexion pour une relation durable » - 2023 - Afdi

Coordinateurs du baromètre : Fondation FARM et Afdi

Étude et traitement statistique : Jokkoo Conseil

Infographie et mise en page : Creative Corner

Citation : Fondation FARM, Afdi, PAFO, Le Baromètre des agricultures africaines 2025, 2025

© Afdi, Fondation FARM, PAFO, octobre 2025

ISBN : 978-2-9595955-4-7



L'Afrique abrite une grande partie des éleveurs mondiaux, mais ne produit que 5 % du lait mondial. Le taux d'autosuffisance en lait du continent africain est en baisse dans un contexte de croissance démographique (+28 % entre 2013 et 2023). Cette tension met en lumière la fragilité de la souveraineté alimentaire du continent, qui connaît une hausse des importations de produits laitiers 3,5 fois plus rapide que celle de la production entre 2012 et 2022.

Face à ces défis, une action publique cohérente, des investissements responsables et une coopération internationale fondée sur des échanges justes et réciproques sont nécessaires. A travers l'édition 2025 du Baromètre des agricultures africaines, FARM, la PAFO et Afdi proposent une lecture documentée des enjeux des chaînes de valeur laitières africaines qui a pour objectifs d'aider à la décision et d'appeler à l'engagement.